

1 juin 1987 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée au Journal "La Suisse" le 1er juin 1987, sur les relations économiques et culturelles franco- helvétiques.

QUESTION.- Monsieur le Président, depuis votre élection en mai 1981, vous avez confirmé le rôle important de la France dans le monde, et vous avez aussi accentué sa mission européenne. Vous n'avez jamais cessé votre lutte pour la défense des droits de l'homme. Vous avez redonné un souffle à la vie culturelle en France. Vous êtes le premier Président français depuis 1910 à avoir rendu visite à la Suisse, en avril 1983. Votre deuxième visite, cette fois-ci en Suisse allemande, souligne encore l'importance que vous accordez à notre pays. Croyez-vous que ce second voyage pourrait être le début d'un véritable renouveau dans les relations politiques des deux pays et la confirmation d'une coopération économique et culturelle ?

- LE PRÉSIDENT.- Le Président Pierre Aubert m'a invité à inaugurer en sa compagnie le 3 juin prochain le Festival international de Zurich qui célèbre, cette année, le romantisme français. Il m'a également proposé, à la demande du maire de Zurich, M. Thomas Wagner, que nous placions cette manifestation sous notre patronage, ce que j'ai accepté bien volontiers. C'est un double honneur auquel je suis très sensible. Il me donne une nouvelle occasion de revenir dans notre pays et de m'y entretenir avec vos dirigeants, et de le faire, de surcroît, dans un -cadre propre à illustrer l'excellence de la coopération culturelle entre la France et la Suisse.\

QUESTION.- Lors de votre visite en 1983, vous m'avez déclaré que vous trouviez "surprenant, même choquant" le manque de contacts officiels entre les deux pays. Vous avez, selon votre propre expression, "réparé" cette lacune. Aujourd'hui, c'est un Président socialiste, M. Pierre Aubert qui vous reçoit. Croyez-vous que cette rencontre, même rapide, peut être l'occasion d'un échange d'idées plus que nécessaire entre les deux pays, ne fut-ce que sur certains plans économiques ?

- LE PRÉSIDENT.- Je ne veux pas revenir constamment sur cette anomalie qu'a constitué l'absence de visite d'un chef d'Etat français pendant 73 ans dans un pays voisin et ami. L'essentiel est que, depuis, nous y ayons remédié. J'ai personnellement veillé à ce que les contacts officiels s'intensifient. Je suis moi-même revenu en Suisse à deux reprises depuis ma visite de 1983. Et je reçois toujours avec plaisir et intérêt lorsque je le peux, les responsables helvétiques de passage à Paris.

- Ce resserrement de notre dialogue était bien nécessaire. Il a permis de circonscrire et de régler certaines querelles de voisinage qui avaient pris une importance démesurée. Il en va souvent ainsi entre pays qui n'ont pas de vrais différends. Ces questions sont désormais traitées comme elles doivent l'être.

- Bien sûr, nos ambitions vont bien au-delà de l'organisation d'une vie frontalière intense animée par des institutions actives. Avec son potentiel économique, ses ressources d'intelligence et de savoir faire, ses capacités financières, la Suisse est pour la France un partenaire de tout premier plan. Je constate en particulier avec satisfaction le développement de nos échanges scientifiques. Et je sais l'intérêt que portent, depuis l'origine, vos dirigeants au programme Eurêka dont j'ai voulu qu'il fût le symbole de la renaissance technologique de l'Europe.\

QUESTION.- Croyez-vous que la Suisse est isolée dans le monde ? Vous avez réussi à faire entrer l'Espagne et le Portugal dans la Communauté européenne. malgré une infinité de réticences

l'Espagne et le Portugal dans la Communauté européenne, malgré une absence de relations nationales et internationales. Selon vous, la Suisse, déjà membre de l'AELE et avec de nombreux liens avec la CEE, devrait-elle conserver sa place à part en Europe, ou bien s'intégrer complètement à la Communauté européenne ?

- LE PRESIDENT.- Vous vous doutez bien que je ne puis répondre à cette question à la place des intéressés. Mais je comprends que les citoyens et les dirigeants helvétiques se la posent puisqu'elle n'est pas sans influence sur le devenir de leur pays. Je sais avec quel intérêt on suit, de Berne, les progrès de la construction européenne dans laquelle nous mettons notre énergie et toutes nos ambitions et dont la prochaine grande étape, après l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, sera la création, en 1992, du grand marché intérieur. Je conçois qu'entre l'attachement à un statut qui a fait de la Suisse ce qu'elle est et le souci de ne pas rester en marge d'un mouvement qui dessine les traits de l'Europe du XXIème siècle se trouvent posés pour votre pays les termes d'un vrai dilemme. Mais une chose est sûre : quels que soient les choix souverains que la Suisse voudra faire, la Communauté ne pourra pas ne pas en tenir compte.\

QUESTION.- Il y a un manque de compréhension entre les deux pays. Peu de Français savent que la Suisse est le monde du travail, et que le niveau de vie élevé résulte d'un perpétuel effort (42 à 45 heures par semaine). L'importance de la place de la Suisse dans l'économie mondiale est ignorée. De quelle manière pourrait-on enfin sortir du schéma "banques, or, coucous, chocolats, ski" ? Le monde entier connaît le rôle de la Suisse et ses vérités, sauf la France ? Quel serait le remède ?

- LE PRESIDENT.- Votre appréciation me paraît bien sévère, injuste même. Je ne crois pas que quiconque doute en France du sérieux et de la solidité du peuple helvétique ou sous-estime la portée d'une réussite économique, financière et technologique, qui place votre pays au tout premier rang des nations industrialisées. La Suisse est aussi pour mes compatriotes une sorte de parangon des vertus démocratiques. Croyez bien que tous les Français apprécient d'avoir à leurs côtés un voisin stable, prospère, résolu, partageant les mêmes objectifs et les mêmes valeurs. C'est en tout cas ma propre conviction.\

QUESTION.- En dehors de l'intérêt que représente pour la France ce voisin avec qui la balance commerciale est largement excédentaire, vous appréciez aussi ses écrivains. Je n'oublierai jamais le déjeuner organisé à l'Elysée en l'honneur de Max Frisch. Vous avez analysé Ramuz, Dürrenmatt, vous parliez de "Mars" de Zorn qui était en Suisse le livre-vedette de l'année. En 1987, que pensez-vous de la littérature suisse ?

- LE PRESIDENT.- J'essaie de me tenir au courant : Paul Nizon dont le livre "L'année de l'amour" a été récemment traduit en France. Vos auteurs d'expression française : Jacques Perry pour "Les Folies Suisses", Jacques Chessex pour ses nombreux ouvrages et bien d'autres encore, sont des écrivains forts. J'ai également appris que la mise en scène du livre "Mars" de Fritz Zorn, présentée l'hiver dernier par l'Institut culturel suisse à Paris avait rencontré un grand succès et ce n'est que justice !

- Ce que je connais de la littérature suisse contemporaine me paraît conforme à la haute tradition établie par les grands auteurs du XXème siècle que vous évoquez. C'est aussi une littérature originale car elle se trouve à la croisée de trois grandes cultures d'Europe : l'allemande, l'italienne et la française.

- La Suisse a toujours été un important centre culturel au coeur de l'Europe. Depuis quelques années, les activités culturelles, les expositions, les concerts et les festivals, comme celui de Zürich, se multiplient en Suisse. Je ne peux que m'en réjouir et espérer que les relations culturelles, entre la France et la Suisse, se développent davantage.\

QUESTION.- Revenons-en à la France. Grâce à vous, l'alternance n'est plus un phénomène incroyable. Vous l'avez normalisée. Vous avez donné un aspect moderne au socialisme vieilli par un rythme mondial extrêmement rapide. Et vous avez réussi l'impossible, la cohabitation. Quoi qu'il arrive, vous êtes donc entré dans l'histoire. De quelle manière résumerez-vous ce septennat, qu'il soit l'unique ou le premier ? Que représente-t-il pour vous ?

- LE PRESIDENT.- Je vous remercie de vos appréciations élogieuses. Comment juger un septennat qui n'est pas encore achevé ? Et suis-je le mieux placé pour le faire ?

- Je ferai à ce propos deux réflexions :
- L'alternance, vécue totalement en 1981, c'est-à-dire au -plan présidentiel comme au -plan législatif, partiellement en 1986 (on se doute que je ne l'ai pas souhaitée) a permis notre démocratie de se stabiliser dans des circonstances difficiles.
- Quant à l'oeuvre de transformation -entreprise de 1981 à 1986, même si elle est parfois remise en cause, beaucoup d'acquis resteront au bénéfice d'une meilleure cohésion de la société française.\